COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Rapport semestriel

Etats financiers intermédiaires résumés

au 30 juin 2013

www.coebank.org

SOMMAIRE

Commentaires sur les résultats financiers au 30 juin 2013 (non audités) 2

ETATS FINANCIERS 3

Objectifs de la Banque 3
Secteurs d'intervention 3
Bilan 4
Compte de résultat 5
État du résultat net et gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 6
État de variations des capitaux propres 6
Tableau des flux de trésorerie 7

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS 8

Note A – Résumé des principes comptables appliqués par la Banque (CEB) 8
Note B - Ratios 9
Note C - Actifs et passifs financiers 10
Note D - Créances sur les établissements de crédit et la clientèle 11
Note E - Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle et dettes représentées par un titre 13
Note F - Capital 14
Note G - Marge d'intérêts 15

Commentaires sur les résultats financiers au 30 juin 2013 (non audités)

Dans un environnement économique toujours difficile en Europe, la CEB a continué à assurer son rôle d'institution financière internationale à vocation sociale, conformément à son mandat.

En termes d'activités sur le premier semestre de 2013, les montants des projets approuvés (€ 1,4 milliard) et des prêts décaissés (€ 502,8 millions) sont conformes aux objectifs définis dans le Plan de développement 2010-2014. Le stock des projets approuvés en attente de financement s'élève à € 5,3 milliards comparé à € 4,9 milliards à la fin 2012, dont 62,0% en faveur des pays cibles d'Europe centrale, orientale et du Sud Est. L'encours de prêts reste stable à environ à € 12,0 milliards au 30 juin 2013 (31 décembre 2012 € 12,1 milliards).

L'augmentation du **ratio d'emploi des capitaux propres** comparé à juin 2012 s'explique par une détérioration de la qualité du portefeuille de prêts qui est largement compensée par la progression du capital utilisable ainsi que le rehaussement de la notation de la Turquie en catégorie 'investment grade'.

Pour ces mêmes raisons, le ratio **'risk asset coverage'** s'est amélioré de manière considérable depuis juin 2012. Néanmoins, en raison du mandat social de la Banque favorisant ses activités de prêts envers les pays du groupe cible, une baisse du ratio en-dessous de son seuil est improbable dans un avenir proche.

Les ratios prudentiels **d'endettement, de portefeuille et de liquidité renforcé** restent bien dans leurs limites respectives.

Au cours du premier semestre 2013, la Banque a émis des emprunts obligataires pour un montant de € 2,1 milliards. Le montant de la dette, en support aux opérations de la Banque, est passé de € 20,2 milliards au 31 décembre 2012 à € 19,8 milliards au 30 juin 2013. Cette évolution est notamment due à la variation du taux de change entre le dollar australien et l'euro pendant cette période.

Le résultat net (non audité) au 30 juin 2013 s'élève à € 60,9 millions, soit une légère baisse de € 0,1 million (0,2%) par rapport à la même période en 2012. Cette évolution est principalement due à l'augmentation de la marge d'intérêts (€ 5,4 millions), à l'impact négatif de la valeur des instruments financiers à la juste valeur par résultat (€ 4,0 millions) et à la progression des charges générales d'exploitation (€ 1,9 million).

Les capitaux propres au 30 juin 2013 s'établissent à € 2,3 milliards, par rapport au € 2,2 milliards au 30 juin 2012, alors que les fonds propres (capitaux propres plus capital non-appelé) atteignent près de € 7,2 milliards, par rapport au € 7,0 milliards au 30 juin 2012. L'augmentation du capital qui a pris effet le 31 décembre 2011 et pour laquelle la période de souscription a couru jusqu'au 31 décembre 2012 a été souscrite à un taux de 98%.

Chiffres clés

(en millions d'euros)

	30/06/2013 (*)	**30/06/2012 Retraité** (*) (**)	**31/12/2012**
Projets approuvés	1 408	1 001	1 798
Stock de projets	5 327	5 135	4 867
Prêt décaissés	503	620	1 584
Encours de prêts	11 990	12 160	12 131
Emprunts obligataires émis	2 064	3 303	3 219
Encours de la dette représentée par un titre	19 765	20 636	20 215
Résultat net	61	61	120
Capitaux propres	2 333	2 183	2 262 (***)
Fonds propres	7 187	6 967	7 116 (***)
Total de l'actif	25 472	27 353	26 858

(*) Non audité

(**) Dans le cadre de l'application anticipée de la norme IAS 19 révisée, la CEB a procédé au retraitement des données comptables au 1er janvier 2012 et au 30 juin 2012. Les modifications sont détaillées dans la Note A, paragraphe 2.

(***) Après affectation du résultat

ETATS FINANCIERS

Objectifs de la Banque

« La Banque a pour objectif prioritaire d'aider à résoudre les problèmes sociaux que pose ou peut poser aux pays européens la présence de réfugiés, de personnes déplacées ou de migrants résultant de mouvements de réfugiés ou d'autres mouvements forcés de populations ainsi que de la présence de victimes de catastrophes naturelles ou écologiques.

Les projets d'investissement auxquels concourt la Banque peuvent viser soit à aider ces personnes dans le pays où elles se trouvent, soit à leur permettre de retourner dans leur pays d'origine lorsque les conditions d'un tel retour sont réunies, soit, le cas échéant, à s'installer dans un autre pays d'accueil. Ces projets doivent être agréés par un Membre de la Banque.

La Banque peut également concourir à la réalisation de projets d'investissement, agréés par un Membre de la Banque permettant la création d'emplois dans des régions défavorisées, le logement de populations à bas revenus ou la réalisation d'infrastructures sociales ».

(Statut, Article II).

Secteurs d'intervention

La Banque (CEB) concourt à la réalisation de projets d'investissement à caractère social en faveur de la cohésion sociale au travers de trois lignes d'actions sectorielles, à savoir le renforcement de l'intégration sociale, la gestion de l'environnement et le soutien aux infrastructures publiques à vocation sociale.

Ses interventions obéissent à des critères d'éligibilité spécifiques à chaque ligne d'action sectorielle, traduisant à la fois la vocation sociale propre à la CEB et la logique de développement qui sous-tend l'ensemble de son activité.

Conformément à la résolution 1522 (2009) approuvée par le Conseil d'Administration le 20 novembre 2009, chacune de ces trois lignes est composée des secteurs d'interventions suivants :

- Renforcement de l'intégration sociale

Contribuer au renforcement de l'intégration sociale et s'attaquer ainsi aux racines de l'exclusion signifie, sur le plan opérationnel, agir en faveur des réfugiés, migrants et personnes déplacées, du logement social, de la création et du maintien d'emplois, améliorer la qualité de vie en milieu urbain et rural.

- Gestion de l'environnement

Prendre part à la gestion de l'environnement se traduit à la fois par la réponse systématique aux situations d'urgence, en cas de catastrophes naturelles ou écologiques, et par une action durable au service de la prévention, de la protection de l'environnement ou de la sauvegarde du patrimoine historique et culturel.

- Soutien aux infrastructures publiques à vocation sociale

Une approche intégrée en faveur du soutien aux infrastructures publiques à vocation sociale, dans les domaines clés de la santé, de l'éducation, de la formation professionnelle et des services publics administratifs et judiciaires, favorise à terme une croissance économique et sociale, à la fois plus dynamique et plus équitable, au service de l'épanouissement de l'individu et du bien-être collectif.

Bilan

Au 30 juin 2013 (non audité) et au 31 décembre 2012 (audité)

en milliers d'euros	Notes	30/06/2013	31/12/2012
Actif			
Caisse, avoirs auprès des banques centrales		271 744	327 373
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		834 276	1 200 675
Instruments dérivés de couverture		1 116 245	1 402 383
Actifs financiers disponibles à la vente		3 985 543	4 930 030
Créances sur les établissements de crédit et la clientèle			
Prêts	D	12 215 157	12 448 526
Autres créances	D	4 479 223	4 021 106
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		2 520 695	2 477 909
Immobilisations corporelles et incorporelles		44 445	44 909
Comptes de régularisation et actifs divers		4 898	4 665
Total de l'actif		**25 472 226**	**26 857 576**
Passif			
Dettes			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		279 313	428 908
Instruments dérivés de couverture		577 805	595 059
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	E	88 934	83 352
Dettes représentées par un titre	E	20 719 842	21 558 288
Comptes de régularisation et passifs divers		1 229 154	1 693 417
Compte de dividendes sociaux (CDS)		75 786	77 654
Provisions		168 566	159 259
Total dettes		**23 139 400**	**24 595 937**
Capitaux propres			
Capital	F		
Souscrit		5 465 660	5 465 660
Non appelé		(4 853 971)	(4 853 971)
Appelé		611 689	611 689
Réserve générale		1 781 692	1 661 462
Résultat net		60 937	120 230
Total capital, réserve générale et résultat net		**2 454 318**	**2 393 381**
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(121 492)	(131 742)
Total capitaux propres		**2 332 826**	**2 261 639**
Total du passif		**25 472 226**	**26 857 576**

Compte de résultat

Du premier semestre 2013 (non audité) et du premier semestre 2012 (non audité)

en milliers d'euros	Notes	30/06/2013	30/06/2012 Retraité (*)
Intérêts et produits assimilés			
Actifs financiers disponibles à la vente		9 687	25 807
Créances sur les établissements de crédit et la clientèle		46 894	106 102
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		46 493	46 431
Intérêts et charges assimilées			
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle		(951)	(5 270)
Dettes représentées par un titre		(18 470)	(94 717)
Autres intérêts et charges assimilées		(2 389)	(2 443)
Marge d'intérêts	G	**81 264**	**75 910**
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		(354)	3 616
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente		25	32
Commissions (produits)		443	77
Commissions (charges)		(743)	(828)
Produit net bancaire		**80 635**	**78 807**
Charges générales d'exploitation		(18 597)	(16 684)
Dotations aux amortissements sur immobilisations		(1 101)	(1 057)
Résultat brut d'exploitation		**60 937**	**61 066**
Coût du risque			
Résultat net		**60 937**	**61 066**

(*)Dans le cadre de l'application anticipée de la norme IAS 19 révisée, la CEB a procédé au retraitement des données comptables du premier semestre 2012. Les modifications sont détaillées dans la Note A, paragraphe 2.

État du résultat net et gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Du premier semestre 2013 (non audité) et du premier semestre 2012 (non audité)

En milliers d'euros

	30/06/2013	30/06/2012 Retraité (*)
Résultat net	**60 937**	**61 066**
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	13 198	30 191
Variations des écarts actuariels liés au régime de pension	(2 280)	
Variations des écarts actuariels liés aux autres avantages postérieurs à l'emploi	(668)	
Total des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**10 250**	**30 191**
Résultat net et gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**71 187**	**91 257**

(*)Dans le cadre de l'application anticipée de la norme IAS 19 révisée, la CEB a procédé au retraitement des données comptables du premier semestre 2012. Les modifications sont détaillées dans la Note A, paragraphe 2.

État de variations des capitaux propres

Relatif au premier semestre 2013 (non audité) et au premier semestre 2012 (non audité)

En milliers d'euros

	Capital et réserves			Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres			
	Capital appelé	Réserves et résultat	Total	Actifs financiers disponbles à la vente	Ecarts actuariels	Total	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31 décembre 2011 Retraités (*)	**554 268**	**1 719 883**	**2 274 151**	**(161 925)**	**(19 231)**	**(181 156)**	**2 092 995**
Augmentation du capital	48 528	(48 528)					
Affectation du résultat de l'exercice 2011		(1 000)	(1 000)				(1 000)
Résultat net		61 066	61 066				61 066
Variations de valeur des actifs et des passifs comptabilisées directement en capitaux propres				30 191		30 191	30 191
Capitaux propres au 30 juin 2012 Retraités (*)	**602 796**	**1 731 421**	**2 334 217**	**(131 734)**	**(19 231)**	**(150 965)**	**2 183 252**
Augmentation du capital	8 893	(8 893)					
Résultat net		59 164	59 164				59 164
Variations de valeur des actifs et des passifs comptabilisées directement en capitaux propres				57 311	(38 088)	19 223	19 223
Capitaux propres au 31 décembre 2012	**611 689**	**1 781 692**	**2 393 381**	**(74 423)**	**(57 319)**	**(131 742)**	**2 261 639**
Résultat net		60 937	60 937				60 937
Variations de valeur des actifs et des passifs comptabilisées directement en capitaux propres				13 198	(2 948)	10 250	10 250
Capitaux propres au 30 juin 2013	**611 689**	**1 842 629**	**2 454 318**	**(61 225)**	**(60 267)**	**(121 492)**	**2 332 826**

(*) Dans le cadre de l'application anticipée de la norme IAS 19 révisée, la CEB a procédé au retraitement des données comptables au 31 décembre 2011 et au 30 juin 2012. Les modifications sont détaillées dans la Note A, paragraphe 2.

Tableau des flux de trésorerie

Relatif au premier semestre 2013 (non audité) et au premier semestre 2012 (non audité)

En milliers d'euros	30/06/2013	30/06/2012 Retraité (*)
Résultat net	**60 937**	**61 066**
+/- Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	1 101	1 057
+/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	10 333	5 841
+/- Variation des intérêts à recevoir	26 653	143 920
+/- Variation des intérêts à payer	(23 422)	(154 149)
+/- Autres mouvements	5 648	1 104
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat	*20 314*	*(2 226)*
+ Encaissements liés aux opérations avec les établissements de crédit et avec la clientèle	2 157 703	595 381
- Décaissements liés aux opérations avec les établissements de crédit et avec la clientèle	(2 936 699)	(622 584)
+ Encaissements liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	2 733 375	2 579 843
- Décaissements liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(2 350 270)	(2 366 660)
+/- Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(8 073)	(1 083)
Diminution /(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	*(403 964)*	*184 897*
Total flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (a)	**(322 713)**	**243 736**
+ Encaissements liés aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	98 293	40 486
- Décaissements liés aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	(144 743)	(68 695)
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(637)	(14 201)
Total flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (b)	**(47 087)**	**(42 410)**
+/- Flux de trésorerie provenant de ou à destination des États membres	(733)	(885)
+ Encaissements liés aux émissions de dettes représentées par un titre	2 786 155	5 066 285
- Décaissements liés aux remboursements de dettes représentées par un titre	(2 895 662)	(4 759 621)
Total flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (c)	**(110 240)**	**305 778**
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie (d)	**6 679**	**10 924**
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (a)+(b)+(c)+(d)	**(473 361)**	**518 029**
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	**2 559 425**	**4 958 369**
Caisse, avoirs auprès des banques centrales	*327 373*	*242 980*
Dépôts à vue et à terme auprès des établissements de crédit	*2 232 052*	*4 715 389*
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	**2 086 064**	**5 476 398**
Caisse, avoirs auprès des banques centrales	*271 744*	*125 535*
Dépôts à vue et à terme auprès des établissements de crédit	*1 814 320*	*5 350 863*
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	**(473 361)**	**518 029**

(*) Dans le cadre de l'application anticipée de la norme IAS 19 révisée, la CEB a procédé au retraitement des données comptables du premier semestre 2012. Les modifications sont détaillées dans la Note A, paragraphe 2.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Note A – Résumé des principes comptables appliqués par la Banque (CEB)

1. Normes comptables applicables

Les comptes individuels de la Banque sont établis conformément aux normes comptables internationales (*International Financial Reporting Standards* - IFRS) telles qu'elles ont été adoptées au sein de l'Union européenne (*). A ce titre, certaines dispositions de la norme IAS 39 concernant la comptabilité de couverture ont été exclues et certains textes récents n'ont pas encore fait l'objet d'une procédure d'adoption.

La CEB a anticipé au 1er janvier 2012, l'application de l'amendement à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », adopté par l'Union Européenne le 5 juin 2012. Ainsi, la provision au titre des engagements postérieurs à l'emploi figure au bilan de la Banque, ajustée d'écarts actuariels. L'IASB ayant prévu une première application rétrospective de la norme selon IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs », les postes bilanciels impactés sont retraités au 1er janvier 2012 et au 30 juin 2012 (voir paragraphe 2 ci-après).

Le projet instruments financiers (en remplacement de l'IAS 39) est par ailleurs toujours en cours à l'IASB. La date d'application de la norme IFRS 9 (un de ses composants) a été reportée au 1er janvier 2015. D'autre part, l'Union européenne a différé l'approbation de cette norme.

Le contenu de la présente publication est conforme à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire qui permet la publication de comptes semestriels résumés et de présenter une sélection des notes annexes.

L'entrée en vigueur des autres normes d'application obligatoire à partir du 1er janvier 2013 n'a pas d'effet sur les comptes semestriels résumés au 30 juin 2013.

La CEB n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne lorsque l'application en 2013 n'est qu'optionnelle.

Les états financiers semestriels sont non audités.

Cette information financière intermédiaire doit être lue conjointement avec les états financiers établis au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2012 (disponible sur le site internet de la Banque www.coebank.org).

Les résultats semestriels présentés ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats obtenus pour l'ensemble de l'exercice concerné.

2. Effets de l'application de la norme IAS 19 révisée

L'application anticipée de l'amendement à la norme IAS 19 « Avantages du personnel » a eu l'impact suivant au bilan et au compte de résultat du 1er semestre 2012 :

- au bilan du 31 décembre 2011, l'augmentation des « Provisions » de € 18 670 milliers, l'augmentation du « Résultat net » de € 561 milliers et la diminution des « Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres » de € 19 231 milliers,

- au bilan du 30 juin 2012, l'augmentation des « Provisions » de € 18 388 milliers, l'augmentation de la « Réserve générale » de € 561 milliers, l'augmentation du « Résultat net » de € 282 milliers et la diminution des « Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres » de € 19 231 milliers,

- au compte de résultat du 30 juin 2012, l'augmentation du « Résultat net » de € 282 milliers, dont + € 141 milliers au poste « Autres intérêts et charges assimilées » et + € 141 milliers au poste « Charges générales d'exploitation ».

(*) Le référentiel intégral des normes adoptées au sein de l'Union européenne peut être consulté sur le site internet de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/standards_fr.htm

Note B - Ratios

En sa qualité de banque multilatérale de développement, la CEB n'est soumise ni au ratios réglementaires de ses pays membres, ni aux recommandations du Comité de Bâle, non plus qu'aux directives de l'Union européenne. Cependant, la CEB utilise ces réglementations comme références dans sa politique de gestion et de contrôle des risques.

Dans le cadre de ses activités de prêts et financières, la CEB est exposée à quatre principaux types de : risque de crédit, risque de marché, risque de liquidité et risque opérationnel. La surveillance de ces risques grâce à son cadre prudentiel procure à la Banque l'assurance de sa capacité à maintenir sa solidité financière.

Ratios prudentiels [(1)]	**30/06/2013**	**30/06/2012 ***	**31/12/2012**
Ratio d'emploi des capitaux propres	47,3%	40,3%	45,3%
Risk asset coverage ratio	76,0%	98,1%	94,8%
Ratio d'endettement	2,67	2,75	2,75
Ratio de portefeuille	1,37	1,46	1,37
Ratio de liquidité renforcée	115,2%	156,5%	96,4%
Autre ratio			
Coefficient d'exploitation [(2)]	24,4%	22,5%	23,1%

** retraité*

[(1)] *Pour les définitions des ratios prudentiels voir le Rapport du Gouverneur 2012, p. 80*

[(2)] *Le coefficient d'exploitation est égal au montant des charges générales d'exploitation (y compris les dotations nettes aux amortissements sur les immobilisations) divisées par le produit net bancaire.*

Le **ratio d'emploi des capitaux propres (RECP)** est une mesure du portefeuille de prêts de la CEB pondéré en risque exprimé sous forme de pourcentage du capital utilisable de la CEB (capital appelé, réserves, gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres) et sa limite est fixée à 100%. Au 30 juin 2013, le ratio d'emploi des capitaux propres s'élève à 47,3 %, soit une hausse de 17,3% comparé à juin 2012. La progression du capital utilisable ainsi que le rehaussement de la notation de la Turquie en catégorie 'investment grade' intervenu au cours du 2^{e} trimestre 2013 compensent largement la détérioration de la qualité du portefeuille de prêts (surtout en raison de la dégradation de la notation de Croatie en catégorie 'below investment grade') et l'augmentation des probabilités de défaut du portefeuille de prêts (mis à jour début 2013).

Le ratio **'risk asset coverage' (RACR)** dépasse à présent son seuil d'alerte fixé à 66 % du capital solide (capital appelé, réserves, gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres, capital appelable des pays membres notés Aaa/Aa selon la seconde meilleure notation). Toutefois, pour les mêmes raisons que celles exposées au-dessus sous le paragraphe « RECP », le ratio 'risk asset coverage' s'est amélioré de manière significative sur les douze derniers mois, affichant une baisse de 22,5%, et se situe à 76,0% à fin juin 2013.

Compte tenu du mandat social de la CEB favorisant ses activités de prêts envers les pays du Groupe cible, il est improbable que ce ratio puisse revenir en deçà de sa limite actuelle dans un avenir proche. Les Conseils sont informés périodiquement de son évolution et les décaissements de prêts sont étroitement surveillés.

Les **ratios prudentiels d'endettement, de portefeuille et de liquidité renforcé** restent bien dans leurs limites respectives. Les variations de ces derniers (hausse ou baisse) ne reflètent que l'évolution de l'ensemble des activités de la Banque (la trésorerie, les prêts et la dette).

Note C - Actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers sont présentés dans le tableau ci-dessous selon leurs règles d'évaluations comptables.

Les conditions de décaissement des prêts sont équivalentes à celles pratiquées par d'autres institutions financières intervenant sur le marché des banques multilatérales de développement. La Banque n'a pas de politique de cession pour ce type de créance.

En milliers d'euros

30 juin 2013	A la juste valeur par résultat	A la juste valeur par capitaux propres	Au coût amorti	Valeur comptable
Actif				
Caisse, avoirs auprès des banques centrales			271 744	271 744
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	834 276			834 276
Instruments dérivés de couverture	1 116 245			1 116 245
Actifs financiers disponibles à la vente		3 985 543		3 985 543
Créances sur les établissements de crédit et la clientèle			16 694 380	16 694 380
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			2 520 695	2 520 695
Total de l'actif	**1 950 521**	**3 985 543**	**19 486 819**	**25 422 883**
Passif				
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	279 313			279 313
Instruments dérivés de couverture	577 805			577 805
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle			88 934	88 934
Dettes représentées par un titre			20 719 842	20 719 842
Compte de Dividende Social (CDS)			75 786	75 786
Total du passif	**857 118**		**20 884 562**	**21 741 680**

En milliers d'euros

31 décembre 2012	A la juste valeur par résultat	A la juste valeur par capitaux propres	Au coût amorti	Valeur comptable
Actif				
Caisse, avoirs auprès des banques centrales			327 373	327 373
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 200 675			1 200 675
Instruments dérivés de couverture	1 402 383			1 402 383
Actifs financiers disponibles à la vente		4 930 030		4 930 030
Créances sur les établissements de crédit et la clientèle			16 469 632	16 469 632
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			2 477 909	2 477 909
Total de l'actif	**2 603 058**	**4 930 030**	**19 274 914**	**26 808 002**
Passif				
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	428 908			428 908
Instruments dérivés de couverture	595 059			595 059
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle			83 352	83 352
Dettes représentées par un titre			21 558 288	21 558 288
Compte de Dividende Social (CDS)			77 654	77 654
Total du passif	**1 023 967**		**21 719 294**	**22 743 261**

Note D - Créances sur les établissements de crédit et la clientèle

Ce poste recouvre les prêts consentis aux établissements de crédit et à la clientèle ainsi que les dépôts effectués auprès des établissements de crédit.

En milliers d'euros

Répartition des prêts par catégorie d'emprunteurs	30/06/2013	31/12/2012
Prêts consentis aux établissements de crédit		
Encours	6 645 259	6 792 344
Créances rattachées	16 401	13 732
Echéances impayées	872	870
Dépréciation des prêts aux établissements de crédit (*)	(1 873)	(1 871)
Sous-total	**6 660 659**	**6 805 075**
Prêts consentis à la clientèle		
Encours	5 345 094	5 338 705
Créances rattachées	24 847	24 934
Sous-total	**5 369 941**	**5 363 639**
Ajustement de la valeur des prêts couverts par des instruments dérivés	184 557	279 812
Total des prêts consentis	**12 215 157**	**12 448 526**
Autres créances		
Comptes à vue	109 837	167 458
Dépôts à terme	4 367 771	3 852 763
Sous-total	**4 477 608**	**4 020 221**
Créances rattachées	1 615	885
Total des autres créances	**4 479 223**	**4 021 106**

(*) L'évolution de ce solde concerne les intérêts courus d'une créance dépréciée

La répartition de l'encours des prêts par pays de localisation de l'emprunteur, est présentée dans le tableau ci-après.

En milliers d'euros

Répartition par pays de localisation de l'emprunteur	30/06/2013	%	31/12/2012	%
Pologne	1 428 897	11,92	1 490 833	12,29
Hongrie	1 302 968	10,87	1 323 897	10,91
Espagne	1 175 106	9,80	1 179 529	9,72
Turquie	965 103	8,05	892 113	7,35
Roumanie	917 821	7,65	922 361	7,60
France	859 288	7,17	868 807	7,16
Italie	691 485	5,77	723 393	5,96
Belgique	655 082	5,46	573 294	4,73
Chypre	612 329	5,11	626 877	5,17
Allemagne	536 132	4,47	592 768	4,89
Portugal	430 658	3,59	432 221	3,56
Finlande	320 792	2,68	355 292	2,93
Croatie	286 833	2,39	271 037	2,23
Danemark	228 333	1,90	233 333	1,92
Islande	203 574	1,70	212 429	1,75
Suède	180 951	1,51	251 368	2,07
Lituanie	147 029	1,23	100 743	0,83
Slovénie	126 383	1,05	155 019	1,28
Lettonie	126 229	1,05	138 245	1,14
République slovaque	110 585	0,92	83 874	0,69
Albanie	110 049	0,92	108 238	0,89
Bulgarie	93 510	0,78	99 615	0,82
Irlande	88 074	0,73	89 458	0,74
Serbie	85 308	0,71	70 481	0,58
Grèce	58 532	0,49	83 534	0,69
Bosnie-Herzégovine	57 641	0,48	59 659	0,49
« l'ex-République yougoslave de Macédoine »	57 388	0,48	48 225	0,40
Malte	50 500	0,42	58 050	0,48
République tchèque	34 906	0,29	35 106	0,29
Estonie	26 415	0,22	28 498	0,23
Moldova (République de)	13 254	0,11	13 441	0,11
Monténégro	9 079	0,08	9 079	0,07
Saint-Marin	116	0,01	232	0,01
Total	**11 990 353**	**100,00**	**12 131 049**	**100,00**

Note E - Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle et dettes représentées par un titre

En milliers d'euros

	30/06/2013	31/12/2012
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle		
Comptes rémunérés	88 934	83 352
dont Union européenne	*58 826*	*60 639*
Total	**88 934**	**83 352**
Dettes représentées par un titre		
Emprunts obligataires	18 813 882	19 018 005
Euro Commercial Paper	950 937	1 196 576
Dettes rattachées	295 193	312 248
Ajustement de la valeur des dettes représentées par un titre couvertes par des instruments dérivés	659 830	1 031 459
Total	**20 719 842**	**21 558 288**

Note F - Capital

Le Conseil de direction a approuvé le 4 février 2011, sur recommandation du Conseil d'administration, la 6ème augmentation du capital de la Banque [Résolution 386 (2011)], qui a pris effet le 31 décembre 2011. Le taux de souscription a atteint 98% ce qui dépasse le seuil minimum de 67%. La période de souscription a couru jusqu'au 31 décembre 2012.

La répartition du capital par État membre est présentée ci-dessous :

en milliers d'euros

Membres	Capital souscrit	Fraction non appelée	Capital appelé	Droits de vote
Allemagne	915 770	814 114	101 656	16,755%
France	915 770	814 114	101 656	16,755%
Italie	915 770	814 114	101 656	16,755%
Espagne	597 257	530 958	66 299	10,927%
Turquie	388 299	345 197	43 102	7,104%
Pays-Bas	198 813	176 743	22 070	3,637%
Belgique	164 321	146 083	18 238	3,006%
Grèce	164 321	146 083	18 238	3,006%
Portugal	139 172	123 724	15 448	2,546%
Suède	139 172	123 724	15 448	2,546%
Pologne	128 260	114 023	14 237	2,347%
Danemark	89 667	79 712	9 955	1,641%
Finlande	69 786	62 039	7 747	1,277%
Norvège	69 786	62 039	7 747	1,277%
Bulgarie	62 459	55 526	6 933	1,143%
Roumanie	59 914	53 264	6 650	1,096%
Suisse	53 824	43 229	10 595	0,985%
Irlande	48 310	42 948	5 362	0,884%
Hongrie	44 788	39 816	4 972	0,819%
République tchèque	43 037	38 260	4 777	0,787%
Luxembourg	34 734	30 878	3 856	0,635%
Serbie	25 841	22 973	2 868	0,473%
Croatie	21 376	19 003	2 373	0,391%
Chypre	19 882	17 676	2 206	0,364%
République slovaque	18 959	16 854	2 105	0,347%
Albanie	13 385	11 899	1 486	0,245%
Lettonie	12 808	11 387	1 421	0,234%
Estonie	12 723	11 311	1 412	0,233%
« l'ex-République yougoslave de Macédoine »	12 723	11 311	1 412	0,233%
Lituanie	12 588	11 191	1 397	0,230%
Slovénie	12 295	10 930	1 365	0,225%
Islande	10 144	9 018	1 126	0,186%
Malte	10 144	9 018	1 126	0,186%
Géorgie	9 876	8 780	1 096	0,181%
Bosnie-Herzégovine	9 689	8 614	1 075	0,177%
Monténégro	6 584	5 853	731	0,120%
Moldova (République de)	5 488	4 878	610	0,100%
Saint-Marin	4 867	4 206	661	0,089%
Liechtenstein	2 921	2 374	547	0,053%
Saint-Siège	137	107	30	0,003%
Total	**5 465 660**	**4 853 971**	**611 689**	**100,000%**

Le Kosovo est autorisé par le Conseil de direction à adhérer à la CEB d'ici un an aux conditions suivantes : *de souscrire des titres de participation s'élevant à € 6 559 000, correspondant à un taux de contribution au capital souscrit de 0,12%.*

Note G - Marge d'intérêts

Les produits et les charges sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif (intérêts, commissions et frais).

La variation de valeur calculée hors intérêts courus sur les instruments financiers est comptabilisée en « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les produits et les charges d'intérêts sur les dérivés de couverture de juste valeur sont présentés avec les produits et charges des éléments dont ils contribuent à la couverture des risques.

En milliers d'euros

	30/06/2013	30/06/2012 Retraité (*)
Actifs financiers disponibles à la vente		
Opérations sur titres	22 576	33 671
Dérivés de couverture	(12 889)	(7 864)
Sous-total	**9 687**	**25 807**
Créances sur les établissements de crédit et la clientèle		
Prêts (à l'exclusion de l'interbancaire)	100 115	139 603
Dérivés de couverture	(56 065)	(46 814)
Autres créances	2 844	13 313
Sous-total	**46 894**	**106 102**
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
Opérations sur titres	46 493	46 431
Sous-total	**46 493**	**46 431**
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle		
Comptes rémunérés et emprunts	(951)	(5 270)
Sous-total	**(951)**	**(5 270)**
Dettes représentées par un titre		
Émissions	(318 225)	(352 785)
Dérivés de couverture	299 755	258 068
Sous-total	**(18 470)**	**(94 717)**
Autres intérêts et charges assimilées	(2 389)	(2 443)
Marge d'intérêts	**81 264**	**75 910**

(*) Dans le cadre de l'application anticipée de la norme IAS 19 révisée, la CEB a procédé au retraitement des données comptables du premier semestre 2012. Les modifications sont détaillées dans la Note A, paragraphe 2.